



# Conseil de sécurité

## CS/11073

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

7007<sup>e</sup> séance – matin & après-midi

#### **LA REPRISE IMMINENTE DES NEGOCIATIONS DIRECTES ISRAELO-PALESTINIENNES, LA CRISE EN SYRIE ET LA STABILITE DU LIBAN SONT AU CŒUR DU DEBAT SUR LE MOYEN-ORIENT**

#### **M. Robert Serry invite Israéliens et Palestiniens à faire des progrès tangibles avant la prochaine session de l'Assemblée générale**

Dans le contexte de la crise tragique en Syrie et des nouveaux développements en Égypte, le processus de paix au Moyen-Orient est crucial pour l'avenir de la région, a déclaré ce matin le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, à l'occasion de son exposé trimestriel devant le Conseil de sécurité.

À l'instar de la quarantaine de délégations qui sont intervenues, M. Serry s'est félicité des efforts diplomatiques intenses menés pendant plusieurs mois par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, qui ont abouti, au cours de ces derniers jours, à poser une base pour la reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. « Des choix difficiles devront être faits des deux côtés », a-t-il prévenu.

« Les dirigeants palestiniens sont prêts à saisir cette occasion », a assuré l'Observateur permanent de l'« État de Palestine » auprès de l'ONU, M. Riyad Mansour. Il a insisté sur la nécessité de mettre en place des paramètres clairs et de fixer un calendrier pour la poursuite du processus. Le représentant d'Israël s'est également félicité de la possibilité de reprendre des négociations directes.

« L'accord obtenu rend plus actuelle la question de la convocation de la réunion ministérielle du Quatuor pour obtenir un règlement complet au Moyen-Orient », a estimé le représentant de la Fédération de Russie, qui s'est également prononcé en faveur de l'implication des pays arabes.

En dépit de ces nouvelles perspectives, de nombreuses délégations ont déploré les actions d'Israël qui a été montré du doigt pour « ses agressions, ses punitions collectives et son oppression », comme l'a exprimé l'Observateur palestinien. Elles ont ainsi dénoncé la construction d'un mur autour de Jérusalem-Est occupé, Bethléem et dans la vallée du Jourdain, les projets de construction de nouveaux logements, la confiscation de terres, le déplacement forcé de civils, les raids militaires dans les villages, la détention de civils et l'emprisonnement de 5 000 personnes, ainsi que la poursuite du blocus dans la bande de Gaza.

Les récents événements ayant aggravé le blocus dans la bande de Gaza, M. Serry a demandé à Israël d'autoriser la livraison de matériaux de construction et à l'Égypte de garantir l'accès au point de passage de Rafah.

Pour sa part, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé le silence international sur l'occupation du Golan syrien occupé par Israël qu'il a qualifiée d'agression.

En réponse à ces vives critiques, le représentant d'Israël a fait remarquer que les rapports soumis au Conseil de sécurité sur la question du Moyen-Orient contenaient tous les détails concernant les « prétendues infractions israéliennes », mais n'indiquaient aucun chiffre précis sur les attaques palestiniennes contre Israël. Il a saisi cette occasion pour rappeler que ces attaques, au nombre de 2 736 l'an dernier, avaient doublé entre 2011 et 2012.

Concernant la situation tragique en Syrie, où 6,8 millions de personnes ont un besoin urgent de l'aide humanitaire et qui a fait fuir 1,8 million de Syriens vers les pays voisins, M. Serry a fait part des efforts déployés pour que la Conférence de « Genève 2 » se tienne le plus rapidement possible. Plusieurs intervenants, dont le représentant de la France, ont aussi demandé la saisine de la Cour pénale internationale pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par toutes les parties en Syrie.

Le Secrétaire général reste préoccupé par les allégations d'utilisation d'armes chimiques en Syrie, a indiqué M. Serry, en faisant état de 13 rapports reçus par les Nations Unies à ce sujet. Il a annoncé que la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, Mme Angela Kane, se rendrait cette semaine à Damas avec M. Aki Sellström, qui conduit la mission des Nations Unies chargée d'enquêter sur l'utilisation de ces armes. La représentante des États-Unis, Mme Rosemary DiCarlo, qui assure la présidence du Conseil de sécurité du mois de juillet, a appelé le Gouvernement syrien à assurer l'accès à cette mission pour lui permettre de s'acquitter pleinement de son mandat.

Les Israéliens vivent depuis deux ans sous la menace d'un débordement de cette guerre sur leur territoire, a ajouté le représentant d'Israël. « Israël n'aura pas d'autre choix que de réagir si le Gouvernement syrien continue ses provocations, a-t-il prévenu, en déclarant que son pays ne pourrait tolérer que des armes chimiques tombent entre les mains de groupes terroristes comme le Hezbollah.

La décision de l'Union européenne, hier, de placer la branche armée du Hezbollah sur la liste des groupes terroristes, a d'ailleurs été saluée par plusieurs délégations. « Mieux vaut tard que jamais », a commenté le représentant d'Israël, en rappelant que le Hezbollah avait tué des centaines de personnes innocentes pendant des décennies.

Les délégations se sont également dites préoccupées par la menace que la crise en Syrie pourrait poser pour la stabilité du Liban, en appelant les réfugiés palestiniens au Liban à « se désassocier » du conflit syrien. M. Serry a signalé la saisie par les Forces de sécurité libanaises d'un véhicule transportant des armes vers la Syrie, tandis que le représentant du Liban a témoigné d'une nette augmentation d'échanges de tirs depuis la Syrie vers le Liban.

Le représentant du Royaume-Uni a invité à aider le Liban et les autres pays voisins qui accueillent des réfugiés syriens. L'Union européenne, a répondu son délégué, a accordé 113 millions d'euros d'aide au Liban.

## ***LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE***

### **Déclarations liminaires**

M. ROBERT SERRY, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, s'est dit extrêmement préoccupé par la situation dans la région où la grave crise tragique en Syrie ne cesse de s'aggraver à cause de la poursuite du conflit et où de nouveaux développements se font jour en Égypte. Dans ce contexte, a-t-il dit, le processus de paix au Moyen-Orient est crucial pour l'avenir de la région. Il a estimé que des progrès dans le processus de paix et une dynamique plus constructive entre les parties auraient des retombées positives sur la région.

Il a indiqué que le Secrétaire général de l'ONU s'était félicité des efforts diplomatiques intenses menés par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, au cours de ces derniers mois, qui l'ont conduit à annoncer que la base était posée pour la reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. Des choix difficiles devront être faits des deux côtés, a-t-il prévenu, en expliquant la nécessité pour les deux parties d'obtenir un soutien national en faveur des négociations. Le Secrétaire général se félicite de l'évolution positive et demande aux deux parties de faire preuve de leadership, de courage et du sens des responsabilités pour poursuivre les efforts en vue d'une solution à deux États.

M. Serry, tout en reconnaissant le rôle crucial des États-Unis, a souhaité que toute initiative politique bénéficie d'un soutien régional et international. L'Autorité palestinienne doit rester un interlocuteur valable, a-t-il souligné, en saluant à cet égard les réunions ministérielles du Comité de la Ligue des États arabes avec M. Kerry et le Président Abbas à Amman. Il s'est également félicité de la contribution de la Jordanie aux efforts en cours. « Concernant les Nations Unies, le Secrétaire général et moi-même allons maintenir notre engagement pour appuyer les efforts visant la reprise de négociations directes », a assuré M. Serry. Il a aussi souligné le soutien promis par l'Union européenne et par le Quatuor.

Il est important d'accomplir des progrès tangibles avant la prochaine session de l'Assemblée générale en septembre, a estimé M. Serry, en invitant à dessiner un horizon politique crédible en faveur d'une solution à deux États. Il a émis l'espoir que la reprise des négociations ouvrira la voie à une paix et à une sécurité durables pour les Israéliens et les Palestiniens. Le Coordonnateur spécial a insisté

pour que les négociations s'accompagnent d'un engagement sur le terrain, en appelant notamment les parties à prendre des mesures constructives pour favoriser ce processus et à s'abstenir de mesures qui pourraient saper la confiance. Il faudrait également améliorer la situation humanitaire et sécuritaire à Gaza et renforcer l'application du cessez-le-feu qui avait été établi en 2012 grâce aux bons offices de l'Égypte, a-t-il ajouté.

Abordant la situation sur le terrain, M. Serry a noté un certain calme pendant la période considérée tout en reconnaissant qu'elle restait tendue et précaire. Il a averti du risque d'instabilité et de violences accrues en Cisjordanie, en rappelant à cet égard que, le 11 juillet, les forces de sécurité israéliennes y avaient saisi des armes et des munitions. En outre, le 12 juillet, des ingénieurs palestiniens ont déminé un engin non explosé. « Nous sommes par ailleurs préoccupés par les grèves de la faim des prisonniers palestiniens », a indiqué M. Serry, en qualifiant les préoccupations du Président Abbas à cet égard de légitimes. Il a émis l'espoir que la libération des prisonniers renforcerait la confiance sur le terrain.

Le Coordonnateur spécial a ensuite donné des chiffres: les Forces de sécurité israéliennes ont mené 360 opérations en Cisjordanie qui ont fait un mort et 134 blessés parmi les Palestiniens; trois membres des Forces de sécurité israélienne ont été blessés; 419 Palestiniens ont été arrêtés par les Forces israéliennes. Il a aussi mentionné un rapport de l'UNICEF concernant le traitement des enfants palestiniens par les Forces de sécurité israéliennes, en se disant troublé par la détention pendant plusieurs heures d'un enfant palestinien de 5 ans à Hébron le 9 juillet. Il s'est également inquiété des tensions liées à des attaques de colons qui ont fait 13 blessés palestiniens, ainsi que de la démolition de biens palestiniens (83 structures) conduisant au déplacement de 129 Palestiniens.

En dépit de l'annonce faite par Israël de freiner l'implantation de nouvelles colonies de peuplement, la période considérée a été marquée par de nouveaux projets dans ce domaine, a assuré M. Serry. Il a réaffirmé la position très claire des Nations Unies concernant la colonisation, laquelle, a-t-il rappelé, va à l'encontre du droit international et des engagements d'Israël en vertu de la Feuille de route. Il a cependant noté qu'Israël avait délivré des permis de visite à Jérusalem pour des résidents palestiniens de Cisjordanie.

Le Coordonnateur spécial a indiqué qu'il y avait un certain calme à Gaza, mais que la situation sur le terrain était affectée par les récents événements en Égypte. Les autorités égyptiennes ont pris des mesures pour condamner l'utilisation de 80% des tunnels entre leur pays et Gaza. Cela entraîne une pénurie de matériaux de construction et de carburant pour Gaza, a-t-il indiqué, en s'inquiétant de la détérioration de la situation humanitaire et économique qui va s'ensuivre. M. Serry a invité Israël à libéraliser l'entrée de ces matériaux à Gaza et demandé à l'Égypte de maintenir l'accès au point de passage de Rafah. De l'autre côté, il a demandé de respecter le cessez-le-feu de 2012.

Concernant la Syrie, M. Serry a décrit une situation sinistre dans ce pays. Le Gouvernement syrien continue à utiliser sa force militaire contre les civils et à attirer les combattants étrangers. Les parties au conflit ne respectent pas leur obligation de protéger les civils. Il a regretté que les parties n'aient pas répondu à l'appel du Secrétaire général de cesser la violence pendant le mois sacré du Ramadan. « Nous continuons à faire de notre mieux pour que la Conférence de « Genève 2 » se tienne le plus rapidement possible, mais il reste encore, a-t-il dit, certains paramètres à fixer. »

Le Secrétaire général reste préoccupé par les allégations d'utilisation d'armes chimiques en Syrie, a poursuivi M. Serry. Les Nations Unies ont reçu, à ce jour, 13 rapports qui sont examinés par la mission d'enquête. La Secrétaire générale adjointe et Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, Mme Angela Kane, se rendra cette semaine à Damas avec M. Aki Sellström, qui conduit cette mission, afin de définir les modalités de coopération nécessaire à cette enquête. La situation sur le plateau du Golan reste instable, a indiqué M. Serry, qui a signalé les activités militaires menées dans la zone de séparation entre Israël et la Syrie.

Dans une déclaration présidentielle le 10 juillet dernier, le Conseil de sécurité avait appelé à redoubler d'efforts pour éviter les retombées du conflit syrien sur le Liban, a rappelé M. Serry. Il a évoqué les violences récentes, notamment à Tripoli, avant de prévenir des risques d'escalade de cette violence. Il a aussi rappelé l'attentat du 9 juillet à Beyrouth qui avait fait 53 blessés. Le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, a souligné la nécessité pour les réfugiés palestiniens au Liban de se désassocier du conflit syrien. Les Forces de sécurité libanaises ont saisi un véhicule transportant des armes vers la Syrie, a-t-il aussi indiqué. La FINUL a protesté contre la violation de la Ligne bleue, le 12 juillet dernier, a-t-il ajouté.

« Malgré plusieurs décennies d'initiatives, de processus et de lois et mesures, y compris l'adoption de résolutions fermes par le Conseil de sécurité fondées sur des principes clairs du droit international -comme l'inadmissibilité de l'annexion par la force et le droit à l'autodétermination-, le peuple palestinien ne peut toujours pas bénéficier de la paix et de la liberté », a déclaré M. RIYAD

MANSOUR, Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'ONU. « Nous sommes, toutefois, à un tournant », a-t-il reconnu, en saluant les efforts entrepris par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, au niveau international et dans la région, en coordination avec les partenaires arabes et avec le soutien d'autres États à travers le monde. « Il y a, devant nous, une occasion de faire de la paix une réalité », a-t-il affirmé. Les dirigeants palestiniens, a-t-il assuré, sont conscients de l'importance de ce moment et sont également prêts à saisir cette occasion.

M. Mansour a ensuite expliqué que la partie palestinienne avait rempli ses obligations et avait agi de bonne foi, malgré les défis graves auxquels elle est confrontée sous l'occupation israélienne. Elle n'a jamais imposé de conditions et a toujours appelé au respect du droit international, a-t-il ajouté.

L'État de Palestine, a-t-il souligné, est fermement engagé en faveur de l'état de droit. M. Mansour a également estimé que le respect de la loi était indispensable pour surmonter les obstacles qui ont, jusqu'ici, causé l'échec du processus de paix et qui ont exacerbé la situation sur le terrain. Il a également insisté sur la nécessité de mettre en place des paramètres clairs et de fixer un calendrier pour la poursuite du processus.

L'Observateur permanent a également rappelé que la position du peuple palestinien et de ses dirigeants demeurait en faveur d'une solution de deux États –basée sur les frontières de 1967- avec Jérusalem comme capitale conjointe des deux États, ainsi qu'en faveur d'un règlement de la question des réfugiés sur la base des résolutions pertinentes et d'une solution juste.

« Le 15 novembre prochain marquera le vingt-cinquième anniversaire de l'acceptation formelle par le peuple palestinien de cette solution à travers l'adoption de la Déclaration d'indépendance de l'État de Palestine, en 1988 », a souligné M. Mansour. Il a rappelé que ce compromis avait été obtenu alors que l'établissement de l'État palestinien n'a lieu que sur 22% de sa patrie historique. L'engagement palestinien en faveur de la solution à deux États a, par ailleurs, été maintenu malgré les nombreux revers des actions illégales d'Israël et l'incapacité pour la communauté internationale de tenir Israël responsable de ces violations.

Pour M. Mansour, la réalité sur le terrain doit être rectifiée. « Comment pouvons-nous collectivement réussir si Israël persiste dans ces politiques illégales d'occupation militaire depuis 46 ans, en réaffirmant chaque jour qu'il ne souhaite pas faire la paix? » a-t-il demandé.

Israël continue ses agressions, ses punitions collectives et son oppression au mépris des appels au respect. Ceci s'illustre notamment, a-t-il dit, à travers la construction d'un mur autour de Jérusalem-Est occupée, Bethléem et dans la vallée du Jourdain; par la planification de la construction de nouvelles unités de logement; par la confiscation de centaines d'hectares de terres; par le déplacement forcé de civils, en particulier des familles bédouines; par des raids militaires excessifs dans les villages; par les détentions de civils et l'emprisonnement de 5 000 personnes dans des conditions innommables; par des obstructions à la liberté de mouvement; ou encore, par la poursuite du blocus de Gaza qui est entré, a-t-il précisé, dans sa septième année.

« Nous sommes déterminés à réitérer que la solution à deux États et la campagne de colonisation d'Israël sont inconciliables », a déclaré M. Mansour, en notant que cette politique, y compris les activités de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, avait augmenté de 355% au cours du premier trimestre de cette année. « Cette politique constitue un crime de guerre en vertu de la quatrième Convention de Genève et du Statut de Rome de la CPI », a-t-il souligné. Pour l'Observateur permanent de la Palestine, la communauté internationale doit exiger que cessent ces activités illégales. « Ce message doit être clairement transmis à Israël », a-t-il dit.

Bien que les faits soient peu réconfortants, M. Mansour a précisé que les Palestiniens avaient toujours de l'espoir et demeureraient prêts à s'engager sérieusement et de bonne foi dans des négociations directes. Toutefois, a-t-il souligné, il est impératif qu'Israël réaffirme son engagement en faveur de la solution à deux États -- pas seulement en faisant des déclarations mais aussi dans les faits. Par ailleurs, si Israël persiste dans son occupation, la communauté internationale doit le tenir pour responsable, a-t-il estimé.

Avant de conclure, M. Mansour s'est dit particulièrement inquiet de la situation des réfugiés palestiniens en Syrie. « Ces événements soulignent une nouvelle fois le besoin de trouver une solution juste pour les réfugiés palestiniens », a-t-il insisté.

M. RON PROSOR (Israël) s'est félicité de la possibilité de reprendre des négociations directes. Notant que le Moyen-Orient est en flammes et que des millions de personnes sont descendues dans la rue pour exiger une vie meilleure, il a invité le Conseil de sécurité à faire preuve d'unité pour dénoncer des groupes qui utilisent des armes pour assassiner des personnes innocentes. « Votre responsabilité, a-t-il souligné, doit être exercée maintenant dans cette enceinte. » Il a remercié

le Conseil de sécurité d'avoir prorogé le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour une nouvelle période de six mois.

Ce qui se passe en Syrie est terrible, a-t-il dit, en faisant référence à la répression dont est victime le peuple syrien. Le Président syrien doit être tenu responsable de ses actes. Les Israéliens, a-t-il fait remarquer, vivent depuis deux ans sous la menace d'un débordement de cette guerre sur leur territoire. Israël a fait preuve de retenue jusqu'à présent, mais il n'aura pas d'autre choix que de réagir si le Gouvernement syrien continue ses provocations, a-t-il prévenu. Israël ne peut tolérer que des armes chimiques tombent entre les mains de groupes terroristes comme le Hezbollah, a-t-il ajouté.

Le représentant a ensuite dénoncé le fait que le dirigeant du Hezbollah, M. Hassan Nasrallah, « complice du Président Assad », ne soit pas poursuivi malgré les meurtres commis au Moyen-Orient. Il a rappelé la position de certains membres de la communauté internationale qui, pendant des années, ont estimé que le Hezbollah constituait une force de stabilisation au Liban et qu'il était un parti politique représentant les intérêts du peuple libanais. M. Nasrallah a pourtant exprimé clairement son intention de faire tous les sacrifices nécessaires pour maintenir le Président Assad au pouvoir, a-t-il rappelé.

Certains pays continuent d'avancer qu'il y a une différence entre la branche militaire et la branche politique du Hezbollah, a noté le représentant israélien. Il s'est félicité de la décision de l'Union européenne de qualifier l'aile militaire du Hezbollah de groupe terroriste. Il a rappelé que le Hezbollah avait tué des centaines de personnes innocentes pendant des décennies. « Mieux vaut tard que jamais », a-t-il dit en commentant la décision de l'Union européenne.

Abordant ensuite la situation de l'Iran, M. Prozor a rappelé que, pendant de nombreuses années, les détracteurs avaient dit que les sanctions contre l'Iran n'auraient aucun effet. Pourtant, après des années de sanctions handicapantes, a-t-il noté, les électeurs ont voté en faveur du changement. Il a cependant décrypté les élections récentes en Iran en estimant que l'Ayatollah Khameni en avait été le chorégraphe, dans une « mascarade de démocratie ». Le programme nucléaire de l'Iran, qui risque d'évoluer, constitue, a-t-il averti, la menace principale, non seulement pour la région mais aussi pour le monde entier. C'est pourquoi, M. Prozor a demandé au Conseil de sécurité d'accroître les pressions sur l'Iran.

M. Prozor a ensuite dénoncé le fait que les rapports soumis au Conseil de sécurité tous les trois mois sur la question du Moyen-Orient contiennent tous les détails concernant les prétendues infractions israéliennes, mais aucun chiffre précis sur les attaques palestiniennes contre Israël. Apparemment, la situation des Israéliens ne préoccupe pas les membres du Conseil, a-t-il noté, en rappelant que les attaques terroristes palestiniennes avaient doublé entre 2011 et 2012 et qu'il y avait eu 34 tentatives d'enlèvement. En outre, a-t-il ajouté, 2 736 attentats terroristes ont été perpétrés contre les Israéliens l'an dernier. Le représentant a regretté que ce débat public ne se base pas sur des chiffres qui sont connus de tous.

M. NAYO KOKOU M'BEOU ([Togo](#)) a appelé les Israéliens et les Palestiniens à s'engager de bonne foi à reprendre les négociations qui, a-t-il dit, sont la seule voie pour parvenir à un règlement définitif du conflit. Il a ajouté que la vision de deux États ne doit pas être un vain mot, elle doit se réaliser car elle porte en elle la paix pour le Moyen-Orient. M. Kokou M'Beou a en outre demandé aux dirigeants du Hamas de prendre des mesures urgentes pour contrôler les groupes extrémistes qui refusent de renoncer à la violence. De son côté, le Gouvernement israélien doit mettre fin à la construction de nouvelles colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et lever le blocus imposé à la bande de Gaza. Le Togo, a-t-il poursuivi, est préoccupé par la question des prisonniers palestiniens qui, selon lui, constitue sans doute un autre motif de violences. Il a exhorté les autorités israéliennes à agir beaucoup plus dans ce domaine, compte tenu du nombre important de personnes qui se trouvent encore en détention.

De même, la question des réfugiés palestiniens, qui ne peut être réglée que dans le cadre d'une solution globale du conflit, reste une source de grande préoccupation. M. Kokou M'Beou a aussi fait remarquer qu'il existe bien dans les deux camps ceux qui ne veulent pas la paix et ceux qui luttent pour préserver le statu quo. C'est pourquoi, a-t-il dit, les dirigeants israéliens et palestiniens doivent rester vigilants et montrer qu'ils sont résolument engagés à trouver une solution définitive au plus vieux conflit du monde. S'agissant de la Syrie, il a estimé que si le Conseil de sécurité n'a pas réussi à arrêter l'hécatombe, il pourrait cependant faire pression sur les parties pour retourner à la table des négociations. Pour cela, il a besoin de bâtir son unité afin de s'exprimer d'une seule voix. Le Togo appuie l'initiative russo-américaine de la tenue de la Conférence de Genève II, a-t-il dit avant de conclure.

M. AGSHIN MEHDIYEV ([Azerbaïdjan](#)) a appuyé les efforts diplomatiques en cours, entrepris par les États-Unis, afin de relancer les négociations en faveur du processus de paix israélo-palestinien. Il a pris bonne note également de l'intérêt des partenaires arabes et a réaffirmé l'importance de

l'Initiative de paix arabe. Il a ensuite fait remarquer que les activités d'implantation de colonies de peuplement constituaient, aujourd'hui, le principal obstacle à ce processus et a fermement condamné celles-ci.

Le représentant s'est, par ailleurs, dit vivement préoccupé par la déstabilisation, les violences et l'aggravation du conflit en Syrie. Il a souligné que l'impact régional de cette crise se faisait grandement sentir, notamment à travers l'accueil des réfugiés syriens dans les pays limitrophes, mais également à travers l'implication de parties extérieures. Un échec et une aggravation de la situation aurait des conséquences graves, a-t-il prévenu.

Mme MARÍA CRISTINA PERCEVAL (Argentine) a noté que ce débat se tenait alors que la région du Moyen-Orient était à nouveau secouée par des événements tragiques et elle a, plus particulièrement, exprimé toute sa solidarité à l'égard du peuple égyptien, en particulier des femmes. Elle a ensuite prévenu que la violence en Syrie faisait de plus en plus « tâche d'huile » dans toute la région. « Les dirigeants politiques et religieux ont de plus en plus recours à la politique sectaire, ce qui risque de susciter davantage de violences à grande échelle », s'est-elle inquiétée.

« Ces différentes circonstances dans la région exigent, dès lors, des solutions durables sur le plan politique », a-t-elle insisté. C'est pourquoi, il est plus que jamais nécessaire de reprendre le dialogue israélo-palestinien car, a-t-elle dit, le règlement de ce conflit sera un facteur de paix et de stabilité dans la région et dans le monde. À cet égard, la représentante s'est félicitée des efforts entrepris par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, et a estimé que les dirigeants, de part et d'autre, devraient maintenant réagir en toute bonne foi et démontrer qu'ils sont capables de guider leur peuple et leur gouvernement respectifs vers un accord de paix.

« Une personne bien intentionnée ne suffit pas pour faire avancer tout un processus de paix, il faut, pour y parvenir, que l'ensemble de la communauté internationale y joue un rôle actif », a-t-elle rappelé, en disant ne pas comprendre ce qui continue à faire obstacle à la solution de deux États.

La représentante a ensuite fait remarquer que la semaine dernière, le Conseil de sécurité avait entendu les témoignages poignants de responsables des Nations Unies concernant la situation humanitaire en Syrie. Ces témoignages soulignaient notamment le mépris dont font preuve les parties au conflit syrien. « Le Conseil de sécurité n'a pas réussi à s'acquitter de son obligation de faire respecter la Charte des Nations Unies en la matière », a-t-elle regretté. Elle a ajouté qu'il était urgent de convoquer la Conférence « Genève 2 » sur la Syrie afin de trouver une façon de parvenir à une solution politique. « Nous sommes ce que nous faisons mais nous sommes, aussi, ce que nous ne faisons pas », a-t-elle déclaré.

M. GARY FRANCIS QUINLAN (Australie) a déclaré que la reprise des négociations constituait une première étape dans la voie difficile vers une solution à deux États. Les défis des négociations sur les questions du statut final sont immenses, a-t-il prévenu. Le Premier Ministre d'Israël, M. Benjamin Netanyahu et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, devront saisir cette opportunité historique et s'engager à négocier dans la bonne foi, avec l'objectif de parvenir à une paix durable entre un État israélien vivant aux côtés d'un État palestinien indépendant et viable. Il n'y a pas de plan B, a-t-il rappelé. En tant que pays ami des Palestiniens, l'Australie les encourage à s'engager pleinement dans le processus de négociation, tout en faisant remarquer que la création d'un État palestinien doit résulter de négociations. Elle n'est pas déterminée par des résolutions de l'ONU ou l'admission à des organisations internationales, a-t-il précisé. S'adressant à Israël, le représentant australien a insisté à la cessation de la construction de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. L'unique voie pour garantir une paix durable passe par la création d'un État palestinien démocratique et viable, a-t-il réaffirmé. En ce qui concerne la Syrie, le représentant s'est dit choqué par la tournure que prennent les choses dans le pays. À ce jour, 7 millions de Syriens ont besoin d'aide, notamment les 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

De même, le Liban et la Jordanie ont besoin de l'appui politique de la communauté internationale pour faire face aux violences internes. Au cours de sa récente visite dans un camp de réfugiés dans la vallée de Bekaa, le Ministre des affaires étrangères de l'Australie avait annoncé une augmentation de 12 millions de dollars de l'aide humanitaire australienne qui atteint maintenant 78,5 millions de dollars. L'Australie est gravement préoccupée par les preuves de plus en plus nombreuses de l'utilisation par le régime Assad d'armes chimiques. Clairement, la nécessité d'une solution politique en Syrie est plus que jamais essentielle et c'est pourquoi, l'Australie appuie le rôle des Nations Unies dans l'organisation de la Conférence de « Genève 2 » sur la transition politique. Le Conseil de sécurité doit être à la hauteur de ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies, redoubler d'efforts pour mettre fin au conflit et prévenir toute menace à la paix et la sécurité dans la région.

M. KIM SOOK (République de Corée) a salué les efforts de médiation en cours entre Israéliens et Palestiniens, à l'initiative du Gouvernement des États-Unis et de son Secrétaire d'État, M. John

Kerry. Il a exhorté les Israéliens à cesser toute activité de colonisation et de démolition dans la Zone C. Il s'est inquiété des violences entre Palestiniens et colons israéliens en Cisjordanie. Sa délégation, a-t-il dit, espère que la diminution des affrontements en Cisjordanie et des restrictions d'accès à Jérusalem-Est depuis la semaine dernière seront de nature à favoriser le lancement de négociations directes. Il a condamné les tirs à travers et depuis la zone de séparation adjacente au plateau du Golan, en appelant le régime syrien à comprendre qu'il sera le premier à souffrir d'un conflit qui s'étendrait à toute la région.

S'agissant tout particulièrement de la crise syrienne, le représentant a estimé que la communauté internationale devrait continuer d'assurer l'assistance humanitaire nécessaire au peuple syrien en l'absence d'une solution politique. Il a appelé à mettre un terme à la violence systématique contre les femmes et les enfants, en demandant à la Cour pénale internationale (CPI) de se saisir de la situation en Syrie. Il a remercié les pays voisins qui accueillent des réfugiés syriens et a appelé à la mise en œuvre par la communauté internationale de plans d'assistance à long terme de manière coordonnée. En relation avec les allégations d'utilisation d'armes chimiques, il a salué l'arrivée à Damas du Chef de la mission d'enquête des Nations Unies en Syrie, M. Ake Sellström, et de la Secrétaire générale adjointe au désarmement, Mme Angela Kane, avant d'appeler le Gouvernement syrien à accepter les modalités d'une enquête transparente sur la question. Il a émis l'espoir que l'esprit de générosité qui accompagne le mois du Ramadan nous aidera à mettre fin à la violence, en rappelant que nous assistons actuellement non seulement à la destruction d'un pays, mais aussi à celle de son peuple.

M. EUGENE-RICHARD GASANA (Rwanda) s'est dit attristé par les conflits armés, les impasses politiques et les graves crises humanitaires qui déchirent le Moyen-Orient.

S'agissant du conflit israélo-palestinien, il s'est félicité de la « nouvelle lueur d'espoir » en faveur de la relance de négociations directes et a appelé les dirigeants des deux parties à « tracer l'avenir ». Dans ce contexte, le représentant a souligné qu'il était important que les deux parties s'abstiennent de toute activité qui pourrait saper la voie vers la solution à deux États. Il a notamment condamné les récentes attaques à la roquette dirigées vers Israël, qui ont eu lieu au mois de juin, et a encouragé le Gouvernement d'Israël à étendre la limite de la zone de pêche au-delà de trois milles nautiques des côtes.

Le représentant a ensuite souligné que la situation en Syrie demeure très préoccupante. « Les pays voisins de la Syrie, qui sont généreux et hospitaliers, a-t-il reconnu, ont toutefois atteint leur limite ». Il s'est, par ailleurs, dit alarmé par les récents rapports publiés, le mois dernier, par la Commission indépendante chargée d'enquêter sur la situation en Syrie faisant état de meurtres et de violations graves du droit international. Il a insisté pour que les auteurs de ces violations soient tenus pour responsables. « La militarisation du conflit en Syrie ne fera qu'exacerber la violence et les tensions », a-t-il prévenu, en réitérant l'appui de son pays à l'égard du Représentant spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, M. Lakhdar Brahimi. Il a aussi appelé à convoquer rapidement la Conférence « Genève 2 » sur la Syrie.

M. Gasana a ensuite plus particulièrement insisté sur les effets de la crise syrienne au Liban, qui nécessite, a-t-il dit, une attention internationale soutenue et l'appui renouvelé de la communauté internationale. Il a souligné que le Liban avait été victime de bombardements répétés et d'incursions de la part des parties syriennes. Il s'est également dit très préoccupé par la présence de combattants étrangers en Syrie, y compris des membres du Hezbollah libanais. Il a lancé un appel aux parties pour qu'elles s'abstiennent de s'impliquer dans le conflit syrien.

M. MASOOD KHAN (Pakistan) a félicité le Secrétaire d'État américain pour son leadership et sa détermination. Soulignant l'urgence de la reprise des pourparlers, il a estimé que les parties ne pouvaient se permettre une procrastination. Il s'est félicité notamment de l'annonce faite concernant la libération des prisonniers palestiniens. Il faudrait aussi obtenir d'Israël l'arrêt des activités de colonisation et la reconnaissance des frontières d'avant 1967, a-t-il insisté. Notant que certains prévoient déjà l'échec de ce processus, il a reconnu que la route serait semée d'embûches. Mais cette situation vaut mieux qu'un blocage, a-t-il fait remarquer. Il a demandé au Quatuor et aux organisations internationales d'appuyer le processus de paix au Moyen-Orient. Il a souhaité que des progrès soient réalisés avant la prochaine session plénière de l'Assemblée générale. Il a aussi demandé à Israël de quitter les territoires palestiniens occupés et le Golan syrien occupé.

Le représentant du Pakistan a ensuite demandé au Conseil de sécurité de faire cesser la fourniture d'armes à toutes les parties en Syrie. Le recours aux armes ne peut conduire qu'à davantage de massacres, a-t-il averti. Il ne peut y avoir de vainqueur dans ce conflit où des Syriens tuent d'autres Syriens. Il a demandé à éliminer les obstacles qui empêchent de convoquer la nouvelle Conférence de Genève. Avant de conclure, il a salué l'appel lancé par le Secrétaire général aux parties au conflit pour qu'elles observent une trêve pendant le mois sacré du Ramadan.

Mme SYLVIA LUCAS (Luxembourg) a déclaré que l'annonce, le 19 juillet, d'un accord de principe en vue de la reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens représente enfin un pas significatif. Elle a salué le courage politique et le sens des responsabilités dont ont su faire preuve les autorités israéliennes et palestiniennes en acceptant de revenir à la table des négociations. Estimant que cette initiative est peut-être celle de la dernière chance, Mme Lucas a souligné qu'il était important de définir des paramètres clairs et un échéancier permettant d'arriver à des conclusions dans un délai raisonnable. Elle a estimé qu'il n'y aura pas de sécurité en Israël sans un État palestinien viable, ni de sécurité dans la région sans une paix pour tous les pays du Moyen-Orient.

S'agissant de la situation en Syrie, elle a déclaré que le bilan de deux ans de répression faisait froid dans le dos. Elle a cité l'emploi de missiles et bombes à sous-munitions, et éventuellement d'armes chimiques, l'imposition systématique d'états de siège, les déplacements forcés, la torture, les violences sexuelles, les violations et abus commis à l'encontre des enfants, 100 000 et peut-être 150 000 morts déjà. Face à ces horreurs, elle a demandé que la situation en Syrie soit déferée, par le Conseil de sécurité, à la Cour pénale internationale. Précisant que 6,8 millions de Syriens ont besoin d'aide, que 1,8 million ont dû fuir leur pays, dont la moitié sont des enfants, la représentante du Luxembourg a exhorté le Conseil de sécurité à se soucier de l'urgence et de l'impératif humanitaires.

M. GERT ROSENTHAL (Guatemala) a mis l'accent sur la situation en Syrie et le processus de paix au Moyen-Orient. Il a précisé que bien que ces deux questions soient totalement différentes, elles ont en commun le fait qu'elles ne pourront être résolues que par le biais de négociations directes entre les parties en conflit. S'agissant de la situation en Syrie, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité de faire face à ses responsabilités et de mettre fin à la spirale de la violence. Il s'est inquiété du risque de voir cette crise s'étendre aux pays voisins. Il a estimé que le seul espoir résidait dans la tentative des États-Unis, de la Fédération de Russie et du Secrétariat de l'ONU de faciliter la tenue d'une conférence qui favorisera le dialogue et les négociations entre les parties. Le représentant du Guatemala a estimé que toute solution devrait être conditionnée par la renonciation aux armes. C'est pourquoi, il a invité la communauté internationale à mettre un terme au flux d'armes vers la Syrie.

En ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient, le représentant a estimé que les initiatives prises au cours de ces derniers mois laissent à penser qu'il est toujours possible de trouver un accord entre les parties pour sauver la solution à deux États. Il a émis l'espoir que les deux parties feront montre de la volonté nécessaire pour faire avancer le processus de paix, en ajoutant que l'implication du Quatuor était, à cette fin, essentielle. Il a exhorté les deux parties à s'abstenir de tout acte de nature à menacer le règlement pacifique du conflit. En même temps, il a souhaité que les restrictions économiques imposées à la bande de Gaza soient réduites.

M. MOHAMMED LOULICHKI (Maroc) a loué les efforts entrepris par le Gouvernement des États-Unis et a rappelé qu'il participait à ces réunions avec les parties –Israël et la Palestine- dans l'espoir d'entendre de nouvelles déclarations en faveur de négociations directes. « Les Palestiniens ont montré leur volonté de parvenir à la paix au Moyen-Orient, raison pour laquelle ils ont contribué à une initiative arabe ouverte, courageuse et pacifique », a-t-il souligné, en émettant l'espoir qu'Israël contribuera également à ce dynamisme et renoncera à la politique d'occupation sur le terrain.

« L'initiative du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, ouvre une fenêtre qui pourrait être la dernière », a-t-il prévenu, en émettant l'espoir que les deux parties démontrent une volonté politique solide et s'abstiennent de toute mesure risquant d'empêcher les négociations. À cet égard, il a considéré que le cycle imposé par Israël incitait à la haine et sapait tout espoir de paix. Il a évoqué notamment la construction du mur de séparation et les tentatives récurrentes visant à modifier le statut de Jérusalem, où coexistent les trois religions monothéistes. « Il faut que des mesures d'instauration de la confiance soient prises et il faut, également, lever le blocus de la bande de Gaza et libérer les Palestiniens », a-t-il insisté. « Ce siège injuste doit être levé car il prive les Palestiniens de leurs libertés et droits fondamentaux, ainsi que de leur dignité », a-t-il rappelé. Pour le Maroc, la solution de deux États suppose que les deux parties partagent une vision axée sur leurs intérêts communs.

S'agissant de la Syrie, le représentant a considéré qu'il n'était pas possible que le Conseil de sécurité continue de se taire « car cela irait à l'encontre de sa responsabilité historique consacrée dans la Charte des Nations Unies », a-t-il souligné, en estimant que l'organisation de la seconde Conférence de Genève sur la Syrie était une obligation « morale, politique et humaine faite à tous ceux qui peuvent avoir une influence sur les parties syriennes ».

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a espéré que, lors des discussions qui se tiendront dans les prochains jours à Washington, les négociateurs palestiniens et israéliens feraient preuve de responsabilité pour l'avenir de leurs peuples. L'accord obtenu rend plus actuelle la question de la convocation de la réunion ministérielle du Quatuor pour obtenir un règlement complet au Moyen-Orient, a-t-il estimé, en expliquant l'objectif de cette réunion qui serait d'apporter un appui unanime au processus de règlement final du conflit. « Nous sommes en faveur de l'implication des pays arabes », a

assuré le représentant, qui a souhaité inviter les États du Comité de la Ligue arabe à cette réunion. Il a aussi parlé des divisions qui doivent être surmontées au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour obtenir la paix entre Palestiniens et Israéliens. Les efforts pour sortir de l'impasse dans le processus de paix au Moyen-Orient ont été discutés récemment à Moscou avec un responsable israélien, a-t-il rappelé. À cette occasion, a-t-il indiqué, l'importance de la solution à deux États avait été soulignée.

En ce qui concerne la Syrie, le représentant s'est dit alarmé par la situation qui perdure. La solution ne peut être que politique et doit passer par un dialogue entre Syriens, sur la base du respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Syrie, a-t-il déclaré. Il a rappelé que l'un des thèmes principaux de la deuxième Conférence internationale sur la Syrie porte sur la consolidation du Gouvernement afin de chasser les terroristes du pays. Le Gouvernement syrien a exprimé son accord pour discuter avec l'opposition syrienne mais celle-ci n'a pas encore fait part de sa décision de participer à cette Conférence, a-t-il noté. Exprimant sa vive inquiétude concernant les risques de déstabilisation au Liban, il a insisté pour que toutes les parties libanaises fassent preuve de responsabilité et trouvent un dénominateur commun pour la tenue des élections.

M. GÉRARD ARAUD (France) s'est réjoui de l'accord de principe, conclu grâce aux efforts du Secrétaire d'État américain, en vue d'une reprise des négociations israélo-palestiniennes. Il a fait remarquer que 2013 sera soit l'année où pourront démarrer des négociations substantielles menant à un accord final qui règle l'ensemble des questions, soit elle risque de voir disparaître la dernière chance qui est offerte aux parties. M. Araud a rappelé que le processus de paix au Moyen-Orient appelle à l'adoption des mesures de confiance permettant de casser la logique de défiance entre les parties. Il s'est dit préoccupé par les nouvelles constructions dans les colonies de peuplement, qui se poursuivent en violation du droit international et qui ne peuvent que compliquer l'entrée en négociation. C'est la raison pour laquelle, a-t-il dit, l'Union européenne a décidé de mettre ses actes en accord avec le droit international. Il a estimé qu'un changement de politique israélienne vis-à-vis de la bande de Gaza et la levée du blocus sont également des impératifs pour consolider le soutien aux partisans de la paix de la part d'une population aujourd'hui sous le joug exclusif du Hamas, dans le respect de la sécurité d'Israël.

« 2013 doit aussi marquer la libération du peuple syrien », a souligné M. Araud, en faisant remarquer qu'à ce jour, 100 000 personnes ont été tuées et des dizaines de milliers d'autres ont disparu. Il y a aujourd'hui 1,8 million de réfugiés et 6,8 millions de personnes ont un besoin urgent d'une aide humanitaire, a-t-il souligné, avant d'ajouter que les assauts menés à Qussair, Alep et Homs montrent que le régime de Damas choisit la voie de l'escalade militaire contre sa propre population. Il a exhorté la Syrie à autoriser l'accès sans entrave de la mission d'enquête de l'ONU sur les allégations d'emploi d'armes chimiques pour enquêter sur les incidents. Il a appelé à la saisine de la Cour pénale internationale pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par toutes les parties en Syrie et une action humanitaire accrue pour permettre un accès sans entrave à toutes les populations dans le besoin.

Face à la nécessité d'une transition politique, M. Araud a appuyé les efforts des États-Unis et de la Russie pour une solution politique qui débouche sur la base du Communiqué de Genève, à savoir le transfert de l'ensemble des pouvoirs présidentiels à un gouvernement de transition. Il a déclaré que l'élargissement de la Coalition nationale syrienne et l'élection d'un nouveau président constituent des décisions importantes, en estimant que la Coalition renforcerait ainsi son statut de représentant légitime du peuple syrien et poursuivrait son mouvement de structuration et de rassemblement.

M. LYALL GRANT (Royaume-Uni) s'est félicité de l'annonce faite par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, concernant l'accord auquel les Israéliens et Palestiniens sont parvenus pour reprendre des négociations directes. Il a toutefois souligné que cette annonce n'était qu'un début, et non une fin en soit. « Ce moment est crucial pour que les dirigeants des deux parties fassent preuve de leadership », a-t-il souligné. « La population dans la bande de Gaza continue de vivre dans des conditions très difficiles et dangereuses. Israël doit mettre fin au blocus afin que la vie économique de ce territoire puisse reprendre, a-t-il insisté. Il a considéré que les efforts menés par les États-Unis et les deux parties étaient encourageants et c'est pourquoi, la communauté internationale doit les soutenir.

En ce qui concerne la Syrie, le représentant s'est indigné de la situation humanitaire tragique qui prévaut dans le pays, ainsi que des violences qui causent chaque jour un nombre inquiétant de victimes. « Ce qui a démarré par des manifestations pacifiques, il y a plus de deux ans, est devenu un conflit qui se prolonge avec des répercussions dans les pays voisins », a-t-il fait remarquer. Le représentant a souligné à cet égard que les pays de la région avaient déjà accueilli des milliers de réfugiés syriens et a prévenu que d'autres continueront d'affluer. Dans ce contexte, le Royaume-Uni a augmenté son aide, notamment pour appuyer les efforts des pays limitrophes de la Syrie. « Sans aide, le Liban et la Jordanie risquent d'être déstabilisés », a-t-il mis en garde, en appelant les États Membres

à faire davantage pour que l'appel de fonds lancé par l'ONU soit honoré. Par ailleurs, il a estimé que le Conseil de sécurité devrait saisir la Cour pénale internationale pour connaître de la situation en Syrie.

M. WAN MIN (Chine) a estimé que la situation au Moyen-Orient demeurerait complexe et fragile. « La question israélo-palestinienne demeure au centre des préoccupations et représente, probablement, une des solutions », a-t-il estimé. À cet égard, il a salué la reprise de pourparlers pour la paix et a émis l'espoir qu'Israéliens et Palestiniens puissent surmonter leurs difficultés et se rapprocher.

« La priorité immédiate est de cesser toutes les activités liées à l'implantation de colonies de peuplement, de cesser le blocus de Gaza et de prendre des mesures en faveur des détenus et réfugiés », a-t-il insisté. Il a notamment appuyé un plus grand rôle des Nations Unies dans ce contexte, en particulier le Conseil de sécurité, afin de faciliter un appui plus important au processus de paix au Moyen-Orient.

Le représentant a également souligné qu'en mai dernier, la Chine avait invité les dirigeants palestiniens et israéliens à visiter ce pays en vue de se concentrer sur la facilitation de la paix et leur avait présenté, à cette fin, une proposition en quatre points. Pour mettre en œuvre cette proposition, la Chine avait accueilli, le mois dernier, une conférence à Beijing. La Chine reste prête à travailler avec la communauté internationale pour jouer un rôle constructif vers la réalisation d'une paix rapide et durable au Moyen-Orient, a affirmé son représentant.

S'agissant de la Syrie, la Chine est convaincue qu'une solution politique demeure la seule issue au conflit syrien, a souligné son représentant. C'est dans cette perspective qu'il a appelé toutes les parties à mettre en œuvre le Communiqué de Genève, à établir un cessez-le-feu dès que possible et à répondre aux conditions requises pour la tenue de la deuxième Conférence de Genève.

Mme ROSEMARY DICARLO (États-Unis) a réaffirmé que son pays était attaché à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens, en se félicitant du résultat obtenu par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry. Ce dernier a souligné que l'accord obtenu était en cours de formalisation et qu'aucune partie ne devait faire de commentaire public. « Les divergences de longue date ne pourront pas être éliminées du jour au lendemain, mais nous gardons l'espoir que des progrès seront réalisés », a estimé Mme DiCarlo. Elle s'est félicitée de ce que deux peuples fiers aient reconnu avec courage qu'ils devaient s'asseoir à la même table pour reprendre des négociations directes. Elle a salué le rôle que joue la communauté internationale pour arriver à cette étape. Il faut maintenant renforcer la confiance, a-t-elle ajouté, avant de rappeler que, pour son pays, la résolution adoptée le 29 novembre 2012 par l'Assemblée générale n'avait pas établi la Palestine en tant qu'État.

Concernant la Syrie, a déclaré Mme DiCarlo, la seule solution durable doit reposer sur les engagements pris en vertu du Communiqué de Genève, en assurant que son pays allait continuer d'œuvrer à cette fin. Elle s'est félicitée de la nomination du dirigeant de la coalition de l'opposition syrienne. Le régime du Président Assad s'efforce de contrer toute solution politique, a-t-elle regretté, en exprimant de vives inquiétudes concernant l'utilisation d'armes chimiques contre sa population. À cet égard, elle a appelé le Gouvernement syrien à donner accès à la mission des Nations Unies chargée d'enquêter sur l'utilisation de ces armes. La représentante s'est par ailleurs inquiétée de la campagne menée par le régime syrien contre la ville de Homs qui prive ses habitants d'une aide humanitaire. Les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme doivent être tenus responsables de leurs actes, a-t-elle exigé. Elle a par ailleurs salué les pays qui accueillent des réfugiés syriens et appelé la communauté internationale à soutenir ces pays.

S'agissant du Liban, la représentante a condamné les attaques perpétrées contre les forces armées qui, a-t-elle rappelé, ont coûté la vie à des civils et à des militaires. Elle a souhaité que toutes les parties libanaises respectent l'engagement de dissociation à l'égard du conflit syrien. Elle s'est félicitée, avant de conclure, de la décision de l'Union européenne qui a qualifié la branche militaire du Hezbollah d'organisation terroriste.

M. NAWAF SALAM (Liban) a souligné que des chasseurs israéliens continuaient de violer l'espace aérien libanais malgré la déclaration présidentielle que le Conseil de sécurité a adoptée le 10 juillet dernier. La Force intérimaire de l'ONU au Liban (FINUL) et le Gouvernement du Liban ont, à maintes reprises, protesté contre ces violations et appelé à leur cessation immédiate, a-t-il rappelé, tout en saluant les efforts entrepris par les forces libanaises et la FINUL pour maintenir la paix et la sécurité.

Concernant la Syrie, le représentant a fait part d'une augmentation marquée d'échanges de tirs depuis la Syrie vers le Liban. La politique de dissociation de son pays, a-t-il rappelé, ne concerne pas les responsabilités du Liban, au regard du droit international humanitaire, d'aider les « frères syriens ». Le Liban continuera à apporter une assistance aux réfugiés syriens, a-t-il dit, tout en insistant sur le fait que le Liban n'était pas en mesure de faire face, seul, au flux croissant des réfugiés.

S'agissant du conflit israélo-palestinien, le représentant libanais a estimé qu'il était temps qu'Israël se retire des territoires palestiniens occupés. Les actions menées par Israël sapent le processus de paix et doivent prendre fin immédiatement, a-t-il dit. Il a cité, à cet égard, l'approbation de la construction de plus de 1 000 unités de logements, le mois dernier, et de 900, au cours de ce mois. « Seul Israël peut mettre fin à l'occupation, qui est la clef de la situation dans l'ensemble de la région », a-t-il insisté. Saluant la décision prise par l'Union européenne, il a estimé que le moment était venu pour le Conseil de lancer un message similaire selon lequel l'occupation dans les territoires arabes va à l'encontre du droit international et ne peut plus continuer.

M. ABDULMOHSEN ALYAS (Arabie saoudite) a estimé qu'Israël continuait à agir en violation flagrante du droit international et des droits inaliénables du peuple palestinien. Israël poursuit sa politique de colonisation, en confisquant et en détruisant les logements palestiniens, a-t-il dénoncé. Israël continue d'agir avec arrogance devant les appels de la communauté internationale comme le démontre l'annonce qu'il a faite récemment de construire des logements supplémentaires dans les territoires palestiniens occupés. Il a insisté pour que la communauté internationale exerce des pressions sur Israël en lui rappelant qu'il n'a pas d'autre choix que la voie de la paix. Il a appelé tous les pays à condamner les actions illites israéliennes.

Exprimant sa grave inquiétude concernant l'augmentation du nombre de victimes en Syrie, le représentant a regretté que la communauté internationale continue à garder le silence devant une telle tragédie. C'est la pire crise depuis le génocide rwandais, a-t-il fait remarquer, en citant des informations publiées par les Nations Unies. Il a rappelé que le Conseil des droits de l'homme avait condamné le régime syrien pour les violations des droits de l'homme commises depuis le début de la crise. Il faut agir rapidement pour éviter qu'un nouveau génocide se produise, a-t-il insisté, en avertissant que tout retard dans la réaction de la communauté internationale ne ferait qu'aggraver les souffrances du peuple syrien.

M. LUIZ ALBERTO FIGUEIREDO MACHADO (Brésil) a estimé que l'annonce faite par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, représentait un fait encourageant en vue de sortir de l'impasse et de la paralysie qui ont caractérisé le processus de paix israélo-palestinien au cours de ces dernières années. Il s'agit là d'une occasion à ne pas manquer, a-t-il dit, en invitant le Conseil de sécurité à fournir un appui actif et constant à la concrétisation du processus de paix. La situation actuelle qui voit un Conseil de sécurité en marge ou marqué par des efforts stériles pour promouvoir la paix doit être remise en question à une étape où les parties se préparent à s'engager, à nouveau, dans des négociations directes, a-t-il estimé. Par ailleurs, face à la situation humanitaire qui prévaut à Gaza, le représentant a indiqué que le Brésil avait récemment conclu un accord avec l'UNRWA en vue de la fourniture de 11 000 tonnes de riz. Il a également insisté pour que le rôle de la société civile ne soit pas oublié dans la région et pour que ceux qui réclament la paix soient entendus.

Le Brésil, qui est gravement préoccupé par la situation en Syrie, où se déroule une tragédie humaine, condamne toute forme de violence quels qu'en soient les auteurs, a insisté son représentant, en réitérant l'appel à un cessez-le-feu immédiat et à l'accès sécurisé et sans entrave du personnel humanitaire à ceux qui en ont besoin. Il a, par ailleurs, salué le travail du Représentant spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes pour la Syrie et l'a encouragé à présenter ses conclusions et recommandations à l'Assemblée générale. Il a appelé également tous les membres de la communauté internationale, y compris les membres du Conseil de sécurité, à suivre les recommandations de la Commission d'enquête indépendante sur la Syrie en mettant fin à tout transfert d'armes aux parties en conflit. « L'argument selon lequel cette fourniture d'armes permettrait 'un équilibre militaire' ne contribue qu'à encourager la course aux armements », a-t-il estimé. Il est préférable, a-t-il dit, d'accélérer les efforts diplomatiques plutôt que d'envisager d'armer l'opposition. « Le Conseil de sécurité doit également promouvoir la voie de la diplomatie », a-t-il insisté.

Avant de conclure, le représentant du Brésil a engagé tous les acteurs en Égypte à trouver une solution à leurs divergences, en optant pour la non-violence et l'ordre démocratique. Il s'est également inquiété de ce que la violence risque de devenir de plus en plus sectaire au Liban, pays multiculturel et multiconfessionnel depuis toujours.

M. FRANCIS ASSISI CHULLIKATT, Observateur permanent du Saint-Siège, a mis l'accent sur les souffrances terribles endurées par le peuple syrien. Cette situation intolérable mérite une attention urgente, notamment en ce qui concerne les 1,8 million de réfugiés. Il a rappelé que 6,8 millions de personnes avaient besoin d'une assistance en Syrie dont la moitié sont des enfants. Il s'est inquiété des risques de déstabilisation de la région que pose un conflit qui est exacerbé par des extrémistes. Le représentant du Saint-Siège s'est particulièrement inquiété des conséquences dévastatrices du conflit sur la population chrétienne de Syrie dont la présence est attestée depuis près de 2 000 ans. Il a indiqué que le meurtre du prêtre François Murat n'était qu'une illustration de la série des actes odieux d'enlèvement de Chrétiens. Il a précisé que 60 églises et bâtiments annexes avaient été détruits. Il a appelé à protéger toutes les minorités religieuses visées par des conflits. Il a tenu à rappeler que seule

une solution négociée sera possible en Syrie, en ajoutant « qu'une paix négociée fera de nous tous des vainqueurs ».

M. THOMAS MAYR-HARTING (Union européenne) a particulièrement salué l'annonce faite par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, le 19 juillet, d'un accord établissant une base pour la reprise de négociations directes sur le statut final entre Palestiniens et Israéliens. Il a assuré que l'Union européenne restera engagée aux côtés des deux parties et continuera de travailler avec les partenaires régionaux et internationaux, y compris le Quatuor, pour parvenir à une solution négociée sur toutes les questions du statut final, y compris Jérusalem, les frontières, la sécurité, l'eau et les réfugiés.

En ce qui concerne la situation en Syrie, le représentant de l'Union européenne s'est dit choqué par la situation humanitaire tragique qui se poursuit dans le pays, avant de dénoncer le bombardement de Homs par les forces syriennes qui empêchent tout accès à cette ville au personnel des Nations Unies et aux autres acteurs humanitaires. Il a déclaré que l'Union européenne demandait à toutes les parties de permettre aux organisations humanitaires d'accéder à toutes les personnes dans le besoin dans toutes les zones. Il a exhorté les autorités syriennes à lever tous les obstacles bureaucratiques à l'intervention des organisations humanitaires et a fait sien l'appel de la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Mme Valerie Amos, en exhortant le Conseil de sécurité à faire face à ses responsabilités dans ce domaine.

Par ailleurs, le délégué de l'Union européenne s'est dit très préoccupé par la participation croissante de combattants étrangers et d'extrémistes de deux côtés et des conséquences des tensions interprofessionnelles au Liban et en Iraq. Il a indiqué que l'Union européenne vient de décider d'accorder une aide supplémentaire de 400 millions d'euros à l'aide humanitaire en Syrie et dans les pays voisins, portant le montant total de son intervention à 1,2 milliard d'euros pour venir en aide à la population syrienne, à l'intérieur ou hors de Syrie. Il a réitéré l'importance du rôle de la Commission d'enquête internationale indépendante, en rappelant que l'impunité ne sera pas tolérée. Il s'est dit particulièrement inquiet par les allégations d'utilisation d'armes chimiques et a exhorté les autorités syriennes à autoriser un accès illimité à la Commission d'enquête des Nations Unies chargée d'enquêter sur cette question.

L'Union européenne a accordé par ailleurs 113 millions d'euros d'aide au Liban depuis le début de cette crise, a-t-il indiqué, avant de regretter l'implication d'éléments libanais dans la crise syrienne, dont le Hezbollah.

M. ABDYOU SALAM DIALLO, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a déclaré que les troubles qui agitent actuellement la région ne devraient pas nous faire perdre de vue la question israélo-palestinienne et le fait que la recherche d'une solution juste et durable à ce conflit est de première importance. Le calme relatif qui règne pour l'instant est peut-être annonciateur de nouveaux soubresauts. Nous nous réjouissons de l'annonce faite à Amman concernant la conclusion d'un accord établissant les bases de la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens. Le Comité avait organisé, le mois dernier, à Beijing une Conférence internationale sur la paix israélo-palestinienne. Les participants ont regretté que d'autres acteurs clefs, comme le Conseil de sécurité et le Quatuor, restent dans l'expectative. Ils se sont montrés également très préoccupés par le refus d'Israël de respecter ses obligations juridiques de mettre un terme à toutes les activités d'implantation, de respecter les frontières de 1967 et de libérer les prisonniers, qui empêche toute avancée, a-t-il ajouté.

M. Diallo a aussi tenu à rappeler qu'en ce mois de juillet, nous célébrons le neuvième anniversaire de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, par lequel elle a réaffirmé l'illégalité de toutes les colonies de peuplement et demandé à Israël de démanteler le mur de séparation et de réparer tous les préjudices causés. Il y a 34 ans, a-t-il fait observer, le Conseil avait adopté la résolution 446 (1979), dans laquelle il avait exhorté Israël à arrêter les transferts de colons vers les territoires occupés. Ces deux textes sont restés lettres mortes, a déploré M. Diallo. La directive par laquelle la Commission européenne interdit tout financement de l'Union européenne au profit des projets israéliens dans les colonies de peuplement est une première mesure concrète pour empêcher de nouvelles implantations, s'est-il félicité. Cette directive, a-t-il précisé, envoie un message fort et montre que la patience de la communauté internationale envers les colonies israéliennes est à bout. Les dirigeants israéliens devraient prêter une oreille attentive et agir avec sagesse s'ils ne veulent pas compromettre de manière irréparable les efforts déployés pour faire repartir les négociations. Avant de conclure, M. Diallo a assuré que le Comité continuera à rappeler aux États Membres leur obligation de veiller à ce qu'Israël respecte le droit international. « Nous exigeons la levée du siège de Gaza en conformité avec la résolution 1860 (2009) », a-t-il dit.

M. MOOTAZ AHMADEIN KHALIL (Égypte) a indiqué que son pays soutient les efforts des États-Unis pour la reprise des négociations de paix entre Israël et la Palestine. Mais il a aussitôt dit que ce n'était pas suffisant et qu'Israël doit montrer la volonté politique nécessaire pour assurer le succès de

ces négociations. Les Israéliens doivent choisir la voie de la paix et renoncer aux implantations de colonies de peuplement. L'Égypte, a-t-il ajouté, appuie la position palestinienne de commencer les négociations sur la base des frontières de 1967 et l'arrêt des implantations de colonies israéliennes. En outre, l'Égypte condamne la poursuite des attaques israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, la persistance des violences des colons israéliens contre le peuple palestinien non armé, ainsi que les destructions de leurs propriétés. Elle appelle également la libération immédiate des milliers de prisonniers palestiniens dans les centres de détention israéliens, a-t-il ajouté. M. Khalil a condamné aussi les activités illégales de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, spécialement à Jérusalem-Est et ses environs.

Il a appelé la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour arrêter le projet d'Israël d'expulser les populations des huit villages palestiniens au sud d'Hébron; l'approbation d'une loi sur la « réinstallation organisée de Bédouins dans le Néguev » et l'approbation par les autorités israéliennes d'un projet de construire un parc public dans la partie sud de Jérusalem, qui constitue, a-t-il rappelé, une terre palestinienne. La récente décision de l'Union européenne d'exclure les colonies israéliennes de futurs accords avec Israël montre, a-t-il dit, la non-reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les territoires palestiniens occupés depuis 1967, s'est félicité M. Khalil. Avant de mettre un terme à son intervention, il a insisté sur la cessation immédiate des violences en Syrie. Ce conflit, a-t-il rappelé, ne justifie pas la poursuite de l'occupation du Golan syrien par Israël. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur l'occupation du Golan syrien y compris le retrait d'Israël des territoires syriens doivent être mises en œuvre. L'Égypte est profondément préoccupée par la montée croissante des violations par Israël de l'espace aérien du Liban, a-t-il indiqué par ailleurs.

M. LEVENT ELER (Turquie) a salué les efforts et le soutien du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, pour relancer les négociations directes entre les Israéliens et Palestiniens. Il a exhorté les parties à se préparer à cette reprise, sur la base des frontières de 1967. Il a appelé Israël à renforcer la confiance en gelant les activités de colonisation et en libérant les prisonniers et les deux parties à prendre les mesures de sécurité nécessaires. Les activités d'implantation illégales de colonies de peuplement par Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, demeurent, a-t-il déclaré, l'obstacle principal à de véritables négociations. Il a ajouté que la situation des prisonniers palestiniens détenus par Israël était une autre source de grave préoccupation. Il a dénoncé le « blocus inhumain et illégal de Gaza » et exhorté Israël à respecter ses engagements bilatéraux et multilatéraux. Le représentant de la Turquie a souligné également qu'il était important pour les Palestiniens de parvenir à la réconciliation, qui est, a-t-il dit, une étape incontournable pour trouver une solution viable pour la Palestine et mettre fin à l'occupation.

La situation en Syrie constitue déjà la pire tragédie humanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle et une menace à la stabilité régionale, a déclaré par ailleurs le représentant de la Turquie. Il est urgent de parvenir à une solution politique immédiate en vue d'assurer une transition démocratique qui réponde aux attentes légitimes des Syriens, a-t-il estimé. Pour ce faire, les attaques du régime syrien doivent prendre fin immédiatement et les milices étrangères doivent quitter la Syrie. Il a exhorté le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et agir rapidement, résolument et collectivement.

M. HUSSEIN HANIFF (Malaisie) a indiqué qu'en tant que membre du Comité spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, sa délégation avait participé à une mission d'enquête à Amman et au Caire le mois dernier, qui lui avait permis d'entendre des témoignages troublants sur la situation des Palestiniens dans les territoires occupés. La situation continue de se détériorer et, comme Israël continue d'implanter illégalement des colonies de peuplement, la « fenêtre de la paix se referme lentement », a-t-il dit. Le Comité spécial des Nations Unies a indiqué qu'Israël avait rétabli la limite de la zone de pêche à trois milles nautiques, procédé à de nombreuses arrestations et confisqué des bateaux. Cette situation a conduit à une réduction de 60% du total des poissons capturés cette année, aggravant ainsi les conditions de vie des pêcheurs. « Nous avons également reçu des témoignages selon lesquels les agriculteurs de Gaza se sont exposés à des risques sur leurs propres terres, qui se trouvent dans une « zone tampon meurtrière », où les soldats israéliens ont tiré sans discernement sur des personnes au-delà de 300 à 1 000 mètres. À la fin de l'année dernière, cette pratique odieuse a coûté la vie à 5 Palestiniens et a blessé 92 autres. Le représentant a ajouté que son pays condamnait le blocus illégal de la bande de Gaza qui est actuellement à sa huitième année et appelle la fin de la politique israélienne de punition collective contre le peuple palestinien. La Malaisie, a-t-il ajouté, reste préoccupée par le sort de 5 000 prisonniers palestiniens, dont 200 enfants.

Pour la Malaisie, a dit le représentant, ce n'est pas une surprise si Israël continue d'agir en violation du droit international en toute impunité dans d'autres régions du Moyen-Orient. Au début de cette année, Israël avait accordé des droits exclusifs à une entreprise américano-israélienne pour procéder à des forages en vue d'obtenir du pétrole dans la moitié du Golan syrien occupé. Il s'agit d'une violation flagrante de la quatrième Convention de Genève, a-t-il dénoncé. Le pillage et les profits de l'exploitation illégale des territoires occupés sont inacceptables. Israël doit se retirer complètement

du Golan syrien occupé, a-t-il insisté. En outre, la Malaisie condamne les intrusions répétées de la Force aérienne israélienne dans l'espace aérien libanais, en violation de la résolution 1701 (2011) du Conseil de sécurité. En ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient, la Malaisie reconnaît les progrès réalisés par la « diplomatie de la navette » du Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Kerry, et lui souhaite bonne chance. S'agissant de la Syrie, la Malaisie salue l'initiative russo-américaine pour organiser la deuxième Conférence internationale à Genève et souligne la nécessité de mettre fin immédiatement à la violence et l'importance du dialogue pour trouver une solution politique. Le représentant a rappelé que seul le peuple syrien peut décider de son propre avenir. Un processus politique mené par les Syriens eux-mêmes sur la base des résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité et le Communiqué conjoint de Genève du 30 juin 2012 reste la voie à suivre, a-t-il précisé.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) a dénoncé les tentatives de certaines délégations visant à détourner le débat pour éviter de discuter d'autres conflits au Moyen-Orient. Il a notamment dénoncé la manière dont certaines délégations désignent « le Golan » qui, selon la terminologie officielle des Nations Unies, il continue de s'appeler « Golan syrien occupé ». Le représentant a indiqué qu'il n'allait pas non plus répondre aux propos de certaines délégations sur son pays, en faisant notamment référence aux représentants du Qatar, de l'Arabie saoudite et de la Turquie. Le représentant a ensuite appelé Israël à mettre un terme à l'occupation des territoires palestiniens et dénoncé l'hypocrisie de certains pays face à la « judaïsation » et au « nettoyage ethnique » de ces territoires. Il a dénoncé le silence international sur l'occupation du Golan syrien occupé par Israël qui constitue, a-t-il dit, une agression. Cette agression risque de se traduire par une guerre régionale, a-t-il prévenu. Le représentant a également assuré que les forces israéliennes appuyaient des groupes terroristes dans la région afin de mener des activités illégales dans des zones sensibles. Cette assistance, a-t-il souligné, met en péril la présence d'observateurs des Nations Unies dans la région.

M. KAZUYOSHI UMEMOTO (Japon) a déclaré que le Ministre japonais des affaires étrangères effectuée, à partir d'aujourd'hui, une visite en Israël, Palestine et Jordanie, dans le souci d'encourager les parties, par le biais de rencontres bilatérales, à initier de véritables négociations sur la base de l'accord annoncé par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry. Il a indiqué que le Ministre japonais des affaires étrangères a aussi prévu de présider une réunion au niveau ministériel avec Israël, la Palestine et la Jordanie afin de discuter de la « voie de la paix et de la prospérité ». Il a rappelé que cette initiative lancée par le Japon en 2006 a pour but de favoriser le développement d'une économie palestinienne durable. Il s'est félicité que plusieurs entreprises aient annoncé leur intention de participer à ce projet, dont l'initiative phare de « Parc agro-industriel de Jéricho ». Le Japon, a-t-il dit, encourage des investissements par différents pays pour appuyer ce projet. Le Japon continuera, pour sa part, à promouvoir son initiative sur la tenue de la Conférence sur la coopération entre les pays de l'Asie de l'Est pour le développement palestinien (CEAPAD).

Passant ensuite à la crise syrienne, le représentant du Japon a soutenu la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité en date du 10 juillet qui exprime l'inquiétude des membres du Conseil sur les risques de régionalisation du conflit et, en particulier, la menace que ce conflit fait peser sur la stabilité du Liban. Il a exhorté la communauté internationale à faire face rapidement à la détérioration de la situation humanitaire, avant de préciser que le Japon avait accordé 90 millions de dollars à cette crise par le biais d'organisations internationales et d'ONG. Il a également souligné le soutien de son pays à la stabilisation de la frontière jordanienne. Les récentes offensives militaires de l'armée syrienne, a-t-il regretté, ont rendu encore plus difficile l'organisation de la Conférence « Genève 2 ». Le représentant a dénoncé l'incapacité des autorités syriennes de s'acquitter de leurs responsabilités en matière de protection des civils, avant d'exhorter toutes les parties au conflit à mettre fin immédiatement à toute violence et violations des droits de l'homme. Il a également appelé toutes les parties concernées à favoriser l'émergence d'un environnement propice à une transition politique menée par les Syriens.

Après avoir salué les efforts du Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Kerry, pour avoir obtenu un accord sur la reprise des négociations israélo-palestiniennes, Mme KADRA AHMED HASSAN, Organisation de la coopération islamique (OCI), a indiqué qu'Israël, en tant que Puissance occupante, poursuivait ses pratiques illégales en vue de renforcer l'occupation des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est. À cet égard, l'OCI est convaincue que les activités de colonisation israéliennes restent le principal défi qui doit être affronté. L'OCI estime que le règlement du conflit palestinien-israélien doit reposer sur le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967 et la création d'un État palestinien indépendant sur ces territoires, a indiqué Mme Hassan. Elle a souligné la nécessité pour Israël d'accepter sans équivoque les frontières de 1967 pour faciliter la reprise des négociations de paix. Dans le même temps, Israël doit prendre plusieurs mesures de confiance capables de créer un climat propice à la reprise des négociations de paix. La libération des prisonniers palestiniens, en particulier ceux emprisonnés avant la signature des Accords d'Oslo, reste un élément important à cet égard.

L'OCI se félicite aussi de la décision de l'Union européenne d'exclure les colonies israéliennes de tout accord futur avec l'un des pays de l'Union européenne, et d'interdire le financement, la coopération, ainsi que l'émission de bourses ou de subventions de recherche à des individus ou des institutions israéliennes dans les colonies implantées dans les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967. Pour ce qui concerne la Syrie, l'OCI est très préoccupée par la détérioration de la situation, les tueries et les destructions continues en Syrie, a déclaré Mme Hassan. Il est essentiel cependant, a-t-elle rappelé, de préserver l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie. L'OCI appelle à mettre fin immédiatement à la violence, qui a déjà tué plus de 100 000 personnes et mis en ruines le pays. La représentante de l'OCI a appelé également au respect des valeurs islamiques et des droits de l'homme. Avant de conclure, elle a exhorté le régime syrien à faire preuve de sagesse et d'engager un dialogue sérieux avec l'opposition dans le but d'établir un processus de transition qui permettrait d'instaurer une véritable démocratie et de répondre aux aspirations du peuple syrien.

Intervenant au nom du Mouvement des pays non alignés (NAM), M. GHOLAMHOSSEIN DEHGHANI (République islamique d'Iran) a dénoncé la politique israélienne de colonisation du territoire palestinien qui est contraire aux résolutions pertinentes et constitue une violation du droit international humanitaire, en particulier la quatrième Convention de Genève. Les civils palestiniens continuent d'être arrêtés, détenus et déplacés de force, a-t-il dit, avant de dénoncer le recours excessif à la force contre des manifestants palestiniens et la poursuite du blocus dans la bande de Gaza. La poursuite de la campagne de colonisation israélienne et autres actions illégales provocantes démontrent qu'Israël préfère l'occupation, l'annexion et la domination du peuple palestinien et de ses terres plutôt que de respecter le droit international et la paix et la sécurité au Moyen-Orient, a-t-il fait remarquer. La communauté internationale, a-t-il insisté, doit appeler Israël à s'abstenir de tout acte illégal et respecter le droit international et tous les paramètres du processus de paix.

Intervenant ensuite en sa qualité de représentant national, M. Dehghani a mis l'accent sur l'élection du nouveau Président iranien, M. Rouhani, le 14 juin dernier. Le taux de participation de 70% à ce scrutin a démontré la vitalité de la politique et société iraniennes, s'est-il réjoui, en ajoutant que c'était une réalité que le régime israélien ne pouvait supporter. C'est pourquoi, a-t-il dit, Israël a déjà commencé une campagne de désinformation sur cette élection présidentielle. S'agissant de la question du nucléaire iranien, il a indiqué que ce programme était pacifique et en conformité avec les engagements internationaux de l'Iran qui est partie au TNP, mais aussi à tous les principaux instruments interdisant la production et l'utilisation d'armes de destruction massive. Par ailleurs, il a rappelé que l'assassinat par Israël de femmes et d'enfants durant les 33 jours de guerre contre le Liban et les 22 jours d'attaque contre Gaza étaient maintenant bien documentés. Il a aussi cité les « opérations terroristes » d'Israël partout dans le monde, en citant l'assassinat de scientifiques nucléaires iraniens. Il a dénoncé l'incapacité de l'Union européenne de condamner Israël pour ses actes terroristes, ainsi que sa décision d'inscrire la branche militaire du Hezbollah à la liste des organisations terroristes. Cela reflète, a-t-il dit, l'approche biaisée de la lutte contre le terrorisme. Il a rappelé que le Hezbollah était une entité respectée et acceptée par le peuple libanais.

M. DESRA PERCAYA (Indonésie) s'est dit choqué par la poursuite de la politique israélienne dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est, qui n'accorde que peu d'égard à la nécessité de créer les conditions favorables à la paix et au règlement négocié du conflit. Il n'en demeure pas moins que l'Indonésie continue d'appuyer la solution de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Pour donner une chance à la reprise des négociations directes, l'Indonésie exhorte Israël à s'abstenir de toute action qui pourrait saper les efforts en cours. Si l'on veut qu'il y ait des progrès au Moyen-Orient, il est important qu'Israël agisse comme un partenaire responsable et comme un membre de la communauté internationale, a-t-il estimé.

Il est important qu'Israël abandonne l'impunité dont elle a bénéficié depuis 60 ans, en ignorant les résolutions du Conseil de sécurité et les appels de la communauté internationale. Aucun pays ne peut échapper aux conséquences des violations du droit international, y compris Israël, a-t-il averti. L'Indonésie se félicite des décisions prises par l'Union européenne sur l'éligibilité des entités israéliennes et leurs activités dans les territoires occupés pour les subventions, les prix et des instruments financiers financés par l'Union européenne. Ce faisant, l'Union européenne ne reconnaît aucune modification aux frontières d'avant 1967. En ce qui concerne la Syrie, le représentant a insisté pour que la communauté internationale maintienne toute l'attention sur la situation humanitaire. La solution à ce conflit doit être politique, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, l'Indonésie réitère ses appels à la relance du processus politique en accord avec l'aspiration du peuple syrien.

M. MUSTAFIZUR RAHMAN (Bangladesh) a déclaré que l'expérience du peuple palestinien était un cas unique d'une longue souffrance infligée par une section de la race humaine à une autre. Le blocus de Gaza est une mesure sans précédent sur la planète, a-t-il fait remarquer. Il a ajouté que le mur de séparation illégal continuait de diviser et d'isoler des communautés, de détruire les cultures et

d'empêcher des centaines de milliers de personnes d'accéder à leur lieu de travail, de voir leurs familles, d'aller à l'école ou de se rendre dans des hôpitaux. Il a regretté qu'Israël poursuive la construction du mur en Cisjordanie malgré l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Ce n'est que par le biais de négociations que nous pourrions régler le conflit israélo-palestinien, a-t-il estimé. Le représentant a rappelé que la quatrième Convention de Genève, les résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité, le principe de terre contre paix, les termes de référence de la Conférence de Madrid, la Feuille de route, et l'Initiative de paix arabe constituent les meilleurs guides pour une solution pacifique. Il a estimé que la cause profonde du conflit n'est autre que l'occupation, en ajoutant que les colonies de peuplement constituent une menace sur la viabilité du futur État palestinien. C'est pourquoi, il a estimé que la communauté internationale devrait faire pression sur Israël pour mettre un terme aux colonies de peuplement et détruire les colonies existantes.

M. JULIO XAVIER LASSO MENDOZA (Équateur) a fait remarquer que le Conseil de sécurité traitait du conflit israélo-palestinien depuis très longtemps. Il a regretté que la politique menée par Israël continue de saper les efforts de paix et a ajouté qu'il était temps que des solutions politiques soient mises en place. Il a ensuite affirmé l'attachement de son gouvernement aux frontières de 1967 et a déploré la poursuite de l'implantation de colonies de peuplement par Israël. Ces colonies sont illégales, a-t-il souligné, en appelant la communauté internationale à faire pression sur Israël pour qu'il y soit mis fin.

M. MALIBONGWE PATRICK MCAKUVANA (Afrique du Sud) a salué les efforts déployés par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, pour stimuler la reprise des négociations directes entre les Israéliens et les Palestiniens. Il s'est félicité de l'accord auquel sont parvenues les parties pour relancer les négociations sur le statut final. « Nous demandons à toutes les parties palestiniennes, et au Hamas en particulier, de considérer que c'est un pas vers la paix. Nous encourageons également les Palestiniens à œuvrer en faveur de l'unité », a-t-il ajouté. S'adressant à Israël, il a insisté sur la libération des prisonniers palestiniens, en s'inquiétant du traitement inhumain et dégradant que subissent certains prisonniers dans les geôles israéliennes. Israël, a-t-il dit, doit respecter les normes de droit international concernant les prisonniers. Par ailleurs, il a estimé que le succès des négociations exigeait une cessation immédiate des démolitions, des confiscations de terres et des restrictions à la liberté de circulation. En ce qui concerne Gaza, il s'est dit préoccupé par le maintien du blocus dans la bande de Gaza.

Par ailleurs, le représentant sud-africain s'est dit très préoccupé par les conséquences de la crise en Syrie, en particulier le sort des personnes déplacées et des réfugiés. « Notre liberté est incomplète tant que les Palestiniens ne retrouveront pas leur liberté », a-t-il dit, en citant Nelson Mandela, dont la Journée internationale qui lui est consacrée avait été célébrée le 18 juillet dernier.

M. MESHAL HAMAD MOHAMED JABR AL-THANI (Qatar) a regretté la poursuite par Israël de ses tentatives visant à modifier les contours de Jérusalem, le blocus imposé à Gaza et les mesures d'oppression ou encore la confiscation des recettes fiscales. Dans ce contexte, il a estimé que les efforts déployés par les États-Unis démontraient que la communauté internationale entendait donner un nouvel élan au processus de paix. « Nous devons saisir cette occasion », a-t-il insisté. Il s'est, par ailleurs, félicité de la décision prise par l'Union européenne de ne plus soutenir certaines activités menées par Israël. Il s'agit là d'un message clair destiné à sanctionner toute activité qui viendrait saper les efforts de paix, a-t-il estimé.

En ce qui concerne la Syrie, il a déploré le fait que la communauté internationale ne parvienne pas à adopter une position commune sur ce conflit. « Le Gouvernement syrien profite des divisions qui règnent au sein du Conseil de sécurité alors que celui-ci devrait rapidement adopter des mesures conformément aux obligations qui sont les siennes en vertu de la Charte des Nations Unies », a-t-il estimé. Le silence du Conseil de sécurité risque de discréditer sa capacité d'agir, a-t-il prévenu. Le représentant a dit ne pas comprendre les raisons pour lesquelles le régime syrien poursuit les atrocités contre son peuple, qu'interdisent tant le droit international que la loi divine.

M. WARUNA SRI DHANAPALA (Sri Lanka) a déclaré que la construction de nouvelles colonies de peuplement constitue un des principaux obstacles au processus de paix et un facteur de la violence récurrente dans la région. Il a dénoncé les restrictions imposées aux importations et aux exportations par le blocus de la Bande de Gaza. Ces restrictions doivent être levées dans le cadre de la résolution 1860 du Conseil de sécurité. Il a appelé les deux parties à créer les conditions nécessaires pour faciliter la paix. Il est nécessaire, a-t-il souligné, de prendre des mesures visant à renforcer la confiance de nature à favoriser la reprise de négociations directes sur les questions de fond. Il a estimé que les Israéliens devraient assurer la protection des civils palestiniens dans les territoires occupés et que les Palestiniens ne devraient pas poser comme condition aux négociations le gel de la construction de nouvelles colonies. « Les besoins de sécurité du peuple israélien doivent être respectés », a souligné le représentant du Sri Lanka. Son pays appuie toutes les résolutions de l'Assemblée générale

reconnaissant au peuple palestinien leur droit inaliénable d'édifier leur propre État, aux côtés d'Israël, à l'intérieur de frontières internationalement reconnues.

M. JORGE VALERO BRICEÑO (Venezuela) a condamné le refus constant par la puissance occupante de reconnaître les droits inaliénables des Palestiniens. Il a notamment condamné la construction de colonies de peuplement et celle du mur de séparation. Le représentant a ensuite insisté sur la nécessité urgente de parvenir à une solution négociée qui passe, a-t-il rappelé, par un dialogue entre toutes les parties concernées à la crise en Syrie. Il s'est dit très préoccupé par la présence de groupes armés étrangers dans les combats.

M. SAÚL WEISLEDER (Costa Rica) s'est félicité de la petite lueur d'espoir qui laisse apparaître la possibilité d'une solution dans le conflit israélo-palestinien. En dépit des obstacles qui existent dans cette voie, nous devons être encouragés par les efforts du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, a-t-il dit. Le Costa Rica, pays démilitarisé depuis plus de 60 ans, appuie fermement l'idée de parvenir à une solution pacifique de ce conflit. Il a fait remarquer que cette étape n'était qu'un premier pas et qu'il ne faudrait pas que certains imposent leurs vues étreintes ou obsolètes. Sans se laisser bercer par des illusions, il s'est dit convaincu que l'Histoire s'écrit avant tout grâce à la volonté des personnes. « Les actions de l'Homme peuvent changer le cours de l'Histoire », a-t-il assuré.

Le représentant du Costa Rica a souligné qu'il était indispensable de s'écarter de la logique de la guerre et d'opter pour la paix. Aucune partie ne parviendra à trouver exactement ce qu'elle recherche dans ce processus, mais chacune doit faire le maximum d'efforts pour que cette solution réponde au mieux à ses attentes. Dans ce processus, il faudrait isoler les extrémistes, a-t-il estimé. Le Costa Rica, pays qui maintient depuis très longtemps une coexistence pacifique, est prêt à participer à ces efforts. « Nous espérons revenir dans cette enceinte pour nous réjouir de la conclusion d'un accord qui mettra fin au conflit », a-t-il dit en conclusion.

Mme GRETA GUNNARSDOTTIR (Islande) a exhorté le Conseil de sécurité à surmonter ses divergences internes afin de s'acquitter efficacement de son rôle de leadership pour parvenir à une solution pacifique et politique au conflit civil en Syrie.

« Les parties ont clairement démontré qu'elles n'étaient pas prêtes à abandonner les armes sans une intervention extérieure et le Conseil de sécurité n'a pas encore été en mesure de démontrer qu'il allait faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à cette tragédie », a-t-elle dit. « Agissez, avant que l'escalade de la violence n'atteigne un point de non-retour et mette davantage en péril la paix et la sécurité de la région! » a-t-elle demandé aux membres du Conseil de sécurité.

S'agissant du conflit israélo-palestinien, elle a souligné l'impact terrible de l'occupation sur la vie quotidienne des Palestiniens que sur les Israéliens. « Certes, chacun est touché par cette occupation de manière différente, mais les deux populations en souffrent car la sécurité de chacun est mise à mal », a-t-elle affirmé. L'Islande est convaincue qu'une solution pacifique à ce conflit est possible et urgente, a souligné sa représentante.

M. OSCAR LEÓN GONZÁLEZ (Cuba) a regretté que la région du Moyen-Orient reste marquée par l'insécurité, en dénonçant notamment les agressions commises par Israël. Il a demandé au Conseil de sécurité de jouer son rôle en matière de paix et de sécurité internationales, en arguant que le comportement d'Israël constitue une violation flagrante des résolutions des Nations Unies. Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant qu'Israël continuera à commettre ces violations, a-t-il prévenu. Le représentant a rappelé la décision historique de l'Assemblée générale le 11 novembre 2012 octroyant le statut d'État observateur non membre à la Palestine, en précisant que Cuba avait pleinement soutenu cette décision. Il a demandé au Conseil de sécurité de se prononcer à son tour et sans plus attendre sur cette question. Le représentant a ensuite exprimé sa préoccupation en ce qui concerne la situation humanitaire dans la bande de Gaza, en s'inquiétant du renforcement du blocus imposé par Israël. Il s'est aussi élevé contre la politique de colonisation d'Israël et contre la détention de nombreux prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes.

En abordant la situation en Syrie, le représentant de Cuba a invité à ne pas contribuer au financement et à l'entraînement des perturbateurs dans ce pays. La délégation cubaine s'oppose aux manœuvres de l'OTAN visant à obtenir du Conseil de sécurité l'autorisation d'agresser la Syrie, a-t-il déclaré. Il a aussi dénoncé la manière dont les grands médias traitent de cette question. Tout en partageant les inquiétudes exprimées par d'autres délégations concernant les pertes en vies humaines au cours du conflit en Syrie, il a estimé que cela ne devait nullement servir de prétexte pour justifier une intervention étrangère.

M. ENRIQUE ROMAN-MOREY (Pérou) a réaffirmé le ferme appui de son pays au droit à l'autodétermination des peuples et s'est dit convaincu que la création d'un État palestinien indépendant et libre était la solution au conflit israélo-palestinien. Le Pérou reconnaît également le droit d'Israël à se

développer sans pour autant porter atteinte aux droits d'un peuple. Toute annexion d'une partie du territoire palestinien, a-t-il rappelé, constitue une violation flagrante des principes fondamentaux du droit international. Le représentant s'est ensuite préoccupé des rapports publiés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant la Syrie, ainsi que des tendances selon lesquelles l'aggravation du conflit est de plus en plus sectaire.

M. ASOKE KUMAR MUKERJI (Inde) a salué l'annonce faite par les parties israélienne et palestinienne de reprendre les négociations directes. Il a cependant dénoncé les activités illégales de colonisation d'Israël, en faisant remarquer qu'elles sapent les efforts visant la solution à deux États. Il a aussi déploré la poursuite du blocus dans la bande de Gaza. Malgré les mesures prises par Israël pour permettre l'entrée de biens essentiels à Gaza, la situation demeure critique, a-t-il regretté. Le représentant a ensuite rappelé que l'Inde avait appuyé la demande de la Palestine de devenir membre des Nations Unies. Son pays travaille aussi en faveur du développement économique et social de la Palestine. Favorable à une solution négociée, l'Inde souhaite une solution à deux États et demande à la communauté internationale de redoubler d'efforts en ce sens, a indiqué son représentant. Concernant la crise en Syrie, il a émis l'espoir que la Conférence de « Genève 2 » serait convoquée rapidement afin de répondre aux attentes légitimes de toute la population syrienne.

Reprenant la parole à l'issue du débat, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient a observé que tous les intervenants avaient appuyé les efforts entrepris par les États-Unis dans la région, ces derniers jours. « Tous ont également reconnu qu'il était urgent de trouver une solution durable à la situation », a-t-il noté. Une phase importante se dessine, a-t-il dit. M. Serry a assuré que le Secrétaire général et lui-même appuyaient pleinement les efforts en cours et qu'il continuera à présenter des exposés, de manière juste et équilibrée, sur des faits concernant une situation qui demeure très complexe au Moyen-Orient.

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel